

Print

Pablo Iglesias, chef du mouvement Podemos, à la conquête du pouvoir en Espagne. Partie 1: l'Europe

Par [Bruno Adrie](#)

Mondialisation.ca, 22 décembre 2015

[Le blog de Bruno Adrie](#)

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/pablo-iglesias-chef-du-mouvement-podemos-a-la-conquete-du-pouvoir-en-espagne-partie-1-leurope/5497437>



Dans *Le Monde diplomatique* de juillet 2015, Pablo Iglesias signalait un [article](#) faisant le point sur la situation de la gauche en Europe et sur les forces et faiblesses du mouvement *Podemos* en Espagne. Revenant brièvement sur les négociations qui opposaient la Grèce et l'Allemagne depuis le mois de janvier, Pablo Iglesias jugeait que la fermeté allemande vis-à-vis de la Grèce devait s'interpréter comme un avertissement adressé à tous ceux qui oseraient se dresser contre la dictature de l'euro et en particulier à *Podemos* : « Nos adversaires craignent en effet que toute victoire enregistrée par Syriza [ne] dope nos propres résultats. » écrivait-il.

Il pensait alors que Tsipras avait réussi à « générer des contradictions au sein du bloc hégémonique de l'Eurogroupe (...) par de *timides critiques* de la manière dont l'Allemagne dirige la crise européenne ». Jugement étonnant. Pourquoi par de timides critiques ? a-t-on envie de demander. Parce qu'elles sont plus efficaces pour refaçonner les choix européens ? Pablo Iglesias croit sans doute que Phidias taillait le marbre avec un pinceau.

Après avoir fait l'apologie de la politique de Tsipras, Pablo Iglesias décrivait sa propre stratégie. S'appuyant sur le fait que l'Espagne est plus forte que la Grèce car représentant plus de 10% du PIB total de l'Union européenne (contre moins de 2% pour la Grèce), il affichait la certitude de « disposer d'une marge de manœuvre plus importante » dans les négociations avec les créanciers de l'Espagne. Il était convaincu qu'il pourrait ainsi obtenir une réforme des traités budgétaires, ce qui permettrait, par la suite, un accroissement des dépenses publiques, le développement de politiques sociales, puis l'arrêt de la baisse des salaires afin de relancer la consommation.

En envisageant la fondation d' « un autre paradigme que les politiques d'austérité » dans un cadre européen, Pablo Iglesias montrait qu'il faisait partie de ceux qui veulent réformer l'Europe de l'intérieur. Comme Tsipras, il n'a aucun projet de sortie et réclame seulement la modification des traités budgétaires afin de revoir les déséquilibres en Europe. « Une fois ces réformes acquises » écrivait-il, il poserait « la question de la dette au niveau européen, dans le cadre d'une restructuration visant à lier les remboursements à la croissance économique, *par exemple* ».

Que comprend-on ici ? Que, pour Pablo Iglesias, restructurer la dette revient d'abord, puisque c'est le premier *exemple* qui lui vient à l'esprit, à « lier les remboursements à la croissance économique ». Donc, apparemment, pour Pablo Iglesias, la dette est légitime et il va falloir la payer. Approche assez surprenante de la part d'un leader anti système, dressé contre la « caste », quand on sait que la dette résulte généralement – c'est vrai pour la [France](#) comme pour la Grèce – d'un cumul de deux facteurs : les taux excessifs pratiqués par les organismes prêteurs et les cadeaux fiscaux offerts aux classes dominantes c'est-à-dire à la « caste ».

Dans des travaux publiés sur le site du CADTM, Eric Toussaint a expliqué que l'effet cumulé de ces deux facteurs peut faire varier la dette de plusieurs dizaines de points de PIB (voir notre article sur ce sujet : « [La Grèce, « sa dette », Shäuble et les Crassus d'aujourd'hui](#) »). Cet économiste a montré, par exemple, que si, dans les années 90, la Grèce avait contracté des prêts à des taux normaux et n'avait pas fait de cadeaux fiscaux à son oligarchie après 2001, alors son endettement aurait été de seulement 40% et non de 100% du PIB en 2009, ce qui aurait eu pour conséquence de ne pas déclencher de panique bancaire, de ne pas baisser sa notation et de ne pas provoquer la plongée subséquente du PIB, entraînant par là même un accroissement du ratio dette/PIB et la nécessité des *plans de sauvetage* qui ne sauvent rien puisque l'endettement de la Grèce n'a pas varié et tourne autour de 310 milliards d'euros.

Mais Pablo Iglesias ne semble pas vouloir aller jusqu'à une telle analyse et sa révolution va se contenter de demander, « par exemple », des échéances proportionnées à la croissance du PIB, lançant ainsi un message très clair aux créanciers de son pays : « Ne vous inquiétez pas, nous paierons ». Comme Tsipras et Varoufakis, il se montre raisonnable, fait preuve de docilité, lève la main avant de s'exprimer et parle seulement pour demander une faveur mesurée. Quant on pense que le journaliste très droitiste et très staliniste Eduardo Inda l'a traité de staliniste... Le voilà complice dans la propagande (voir le [débat en espagnol](#)).

Mais rien n'arrête les convictions de Pablo Iglesias, qui dans le même article affirme que la Grèce a réussi à secouer le continent. Quant on sait où se trouve la Grèce aujourd'hui, où l'ont conduite les rebelles Tsipras et Varoufakis – ce dernier avait prévu de saper les bases sur lesquelles l'oligarchie grecque appuyait sa domination. S'il avait su que Tsipras avait choisi la voie du référendum non pas pour contrer les exigences de l'Eurogroupe comme nous étions nombreux à l'avoir cru alors, mais pour arracher un « oui » au peuple grec afin de se dédouaner à l'heure de prendre des mesures allant à l'encontre des promesses qui avaient porté sa coalition au pouvoir et se faire l'exécutant des basses œuvres des créanciers. Et s'il avait su alors que Tsipras, après avoir trahi tous ses engagements, se serait maintenu au pouvoir dans un pays encore plus noyé par l'endettement et dépecé à coups de becs et ongles par les vautours qui récupèrent à bas prix les biens que l'Etat possède encore. S'il avait su... Mais peut-être savait-il.

On ne peut qu'être surpris par le manque de clairvoyance de ce leader politique porteur de promesses irréalisables dans le cadre contraignant dans lequel il souhaite les tenir. Il doit bien savoir qu'il n'obtiendra jamais une réforme de l'Europe et de ses traités.

Alors, Pablo Iglesias est-il rêveur ou menteur ? Est-ce parce qu'il ne porte pas de cravate et qu'il exhibe une barbe adolescente qu'il doit passer pour quelqu'un de naïf et victime de ses propres illusions ? Il semble accorder une grande importance à sa tenue négligée, en témoigne sa remarque concernant son attitude vis-à-vis du roi. Lors de la visite du roi d'Espagne au Parlement européen, Pablo Iglesias s'est trouvé devant un dilemme. En effet, étant antimonarchiste, la logique aurait voulu qu'il n'aille pas le saluer.

Cependant, ne voulant pas rester « [coincé] dans la grille d'analyse traditionnelle de l'extrême gauche, qui offre très peu de possibilités d'action », et ainsi perdre automatiquement une partie de l'électorat visé par son parti et qui respecte la figure du roi – ne pas y aller, « [c]ela nous aliène instantanément de larges couches de la population qui éprouvent de la sympathie pour le nouveau roi

», écrit-il –, il a décidé de s'y rendre tout en manifestant son désaccord en ne changeant rien « à [sa] façon de [se] présenter, avec [ses] vêtements de tous les jours, en ignorant le protocole ».

Comme si les tenues *casual* ou bourgeoises-négligées trahissaient le fond d'une politique. On a bien vu le coup de la cravate avec Varoufakis. Pas de cravate égale *cool*, égale proche du peuple, égale changement.

Non, ce n'est certainement pas en rêvant que Pablo Iglesias est devenu le chef de *Podemos*. Et il est certainement suffisamment intelligent pour savoir qu'il vend de fausses promesses à ses électeurs. Car il a le sens pratique Pablo Iglesias, il pense électoralement, ne veut pas trop faire gauche, il veut juste faire *cool* et ratisser large, ceux d'en bas contre ceux d'en haut (chez lui le schéma vertical haut/bas remplace le schéma traditionnel droite/gauche, une sacrée innovation conceptuelle en politique !). Or en ratisant large, il trahit forcément sa vraie base, celle des *Indignados*, qui attend des solutions radicales. Non, Pablo Iglesias veut autre chose, il vise la Moncloa et veut être le premier président de gouvernement sans costume ni cravate. Que fera-t-il alors ? Que sera-t-il capable de faire ? Que le laissera-t-on faire ? Nul ne le sait.

Peut-être que dans quelques années, Iglesias aura réussi à trouver une place confortable dans le jeu trompeur des alternances toujours prometteuses mais qui n'aboutissent jamais qu'au maintien du *statu quo*, parce que changer demande trop de force, trop de volonté, trop de créativité et trop de sacrifice de soi ; et il est si facile et tellement moins dangereux de d'apprendre à mentir – la nécessité faisant loi – pour mieux s'endormir dans les plaisirs de Capoue.

Dans sa tombe, Allende, qui est mort en action et pour une idée, sourira alors dans son costume et derrière sa cravate.

Bruno Adrie

Photographie: Luigi Mistrulli/Sipa/Rex pour The Guardian

Partie 2 :



[Pablo Iglesias à la conquête du pouvoir. Partie 2 – l'OTAN](#)

Avis de non-responsabilité: Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Copyright © Bruno Adrie, Le blog de Bruno Adrie, 2015